**texto traducido al francés por:**

PABLO NOGUEIRA SANTIAGO

[***pablonogueira2003@yahoo.es***](mailto:pablonogueira2003@yahoo.es)

*INTRODUCtioN*

*l’histoire rurale, entre l’histoire comparÉE*

*et la rÉnovation*[[1]](#footnote-1)

*Francisco GARCÍA GONZÁLEZ*

Séminaire d’Histoire Sociale de la Population,

Faculté d’Humanités d’Albacète

Université de Castille-La Manche

*Gérard BÉAUR*

CNRS & EHESS, Centre de Recherches Historiques, Paris

*Fabrice BOUDJAABA*

CNRS & EHESS, Centre de Recherches Historiques, Paris

Il y a encore trois décennies, la relation entre l’historiographie rurale française et espagnole était très étroite. Par la suite, la présence d’historiens français et espagnols a disparu dans les congrès et publications d’histoire rurale de part et d’autre des Pyrénées[[2]](#footnote-2). Outre cela, cette collaboration fructueuse ne s’est jamais transformée en une véritable histoire comparée entre les deux pays. Dans le but de donner à connaître l’état de la situation et des progrès qui se sont produits ces dernières années, dans les deux historiographies, nous avons célébré, dans la Faculté d’Humanités d’Albacète, la *Rencontre hispano-française de l’Histoire rurale (XVIe-XIXe siècles)*, organisée à la fin de l’année 2012 par le Séminaire d’Histoire Sociale de la Population de l’Université de Castille-La Manche. Une rencontre qui faisait aussi partie des activités programmées dans le cadre de l’*International Scientific Coordination Network*, *«Crises and Changes in the European Countryside in the long run»* (le GDRI du CNRS-CRICEC) coordonné depuis Paris par Gérard BÉAUR avec la participation de Fabrice BOUDJAABA. Les résultats, mis à jour, de ladite rencontre se matérialisent maintenant avec cette publication.

La réactivation des études sur le monde rural en Espagne et en France, ces dernières années, s’est traduite par quelques initiatives qui ont relancé une collaboration réciproque. En ce sens, il faut mettre l’accent sur les activités organisées, à partir de 2008, dans le *Centre de Recerca d’Història Rural* (Université de Gérone) par Rosa CONGOST conjointement avec Gérard BÉAUR en tant que directeur du Groupe de Recherches du CNRS *Sociétés Rurales Européennes* (SORE) et *Histoire des Campagnes Européennes* (HCE) entre 2005 et 2012. Entre autres sujets, d’une manière monographique, ces rencontres étudièrent des questions telles que le désamortissement ou les pratiques emphytéotiques[[3]](#footnote-3). En outre, une autre preuve des avantages de la collaboration hispano-française fut évidente, lorsque l’on aborda les questions du travail et de la famille à Rennes dans les deux colloques de 2009 et 2011 organisés par Fabrice BOUDJAABA[[4]](#footnote-4). Dans la rencontre d’Albacète en 2012, après une expérience préalable célébrée en 2010, aussi organisée par Francisco GARCIA GONZALEZ[[5]](#footnote-5), on proposa six blocs thématiques pour leur analyse et réflexion bilatérale traités par des historiens espagnols et français.

Axés sur ces six blocs thématiques, les différents travaux qui composent le livre présentent surtout les contributions des vingt dernières années. Sans perdre comme point de référence, les progrès obtenus dans ce qui fut l’un des secteurs les plus dynamiques de l’historiographie internationale, en général, les différents chapitres de l’ouvrage essayent de relier cet élan avec les nouvelles façons d’aborder le sujet. De cette manière, le lecteur pourra trouver ici des réflexions et des matériaux sur des problèmes que nous pouvons considérer constants au sein de l’histoire rurale, mais qui sont traités en fonction de certains débats d’actualité. On doit alors établir un nécessaire état de la question qui, sans doute, contribuera au développement renouvelé de l’histoire rurale. Nous sommes convaincus que nous avons un avantage qui permettra d’établir les bases, pour mener à terme des études comparatives effectives entre les deux pays, lorsque nous connaîtrons la bibliographie, les auteurs, équipes de travail, tendances et les lignes de recherches les plus récentes.

L’abondante production sous forme d’articles, de chapitres de livres, de monographies, d’actes de congrès… passe habituellement inaperçue face à l’idée de la crise qui enveloppe l’histoire rurale. Surtout quand les propres manuels et synthèses que l’on utilise encore pour la période située entre les XVIe et XIXe siècles ne parlent pas des nouveaux sujets et progrès, qui sont en train de se produire[[6]](#footnote-6). Une actualisation en profondeur de ces matériaux est urgente. Cependant, pour renouveler les contenus et doter d’une majeure visibilité les progrès des études de l’histoire rurale, le rôle des revues scientifiques est aussi indispensable. Chaque fois plus utilisées –entre autres choses, parce que les agences d’évaluation de la production des chercheurs les estiment énormément–, les nouvelles possibilités, que leur gestion sous format numérisé et en accès libre nous offre, sont en train de permettre une plus grande communication entre les auteurs originaires de différents pays, disciplines et spécialités.

À mon avis, ayant présenté les lignes générales après les importants progrès de l’histoire des structures, c’est le moment de faire une relecture nécessaire de l’historiographie rurale; de la réviser, nuancer et de l’approfondir au-delà de l’imaginaire qui enveloppe le monde rural dans le passé; de relire les sources et d’en explorer d’autres différentes; de formuler de nouvelles questions et de surmonter la simple bilatéralité des énoncés comme on l’avait établie lors des années du débat de la transition du féodalisme au capitalisme. L’objectif est d’atteindre une explication plus complexe et complète des processus historiques de la campagne. Des recherches qui mettent l’accent sur une vision du monde rural plus riche et plurale face aux apriorismes et images simplistes, aux représentations traditionnelles et interprétations abusives. Il s’agit de coups d’œil figés et unidirectionnels qui insistent, sans plus, sur un double discours comme celui de l’excessif parti pris ou celui de l’idyllique rôle principal du monde rural, l’opposition des seigneurs face aux paysans, des villes face aux bourgs et villages… ou la contraposition entre les modèles idéalisés de l’Europe Nord-occidentale face à ceux de l’Europe du Sud sur la voie du capitalisme, la croissance économique, l’expansion et la modernisation. Comme l’indique Rosa CONGOST dans sa contribution dans cet ouvrage, il faut, depuis le Sud, mettre l’accent sur les discussions où l’Europe méridionale, dans son ensemble, fut trop souvent reléguée au rôle de simple comparse de l’Histoire. Malgré les études qui le démentent, encore pour beaucoup, le retard équivaut, par exemple, au maintien de l’emphytéose ou au recours aux domestiques et au travail des serviteurs, ces deux points sont considérés comme une survivance du monde féodal, lorsque, dans la pratique, leurs résultats pouvaient donner lieu à tout le contraire.

Généralement, les efforts de l’histoire rurale pour essayer de trouver les clés explicatives des différents modèles du changement agraire, leurs divers rythmes, le degré de résistance et d’adaptation à ce changement… impliquèrent que l’on adopta, comme optique analytique, une manière quantitative, d’aborder le problème, qui tournait autour de l’articulation des structures et conjonctures. À partir des années 90, la multiplication des études micro-historiques et locales supposa un autre défi: comment intégrer leurs progrès et contributions au moment de corroborer, nuancer ou questionner les lignes interprétatives communément assumées. Tout indique que l’on avait utilisé des indicateurs très réducteurs pour mesurer des questions très complexes. Le principal rôle historiographique accordé à la grande exploitation est une preuve évidente: on l’exaltait comme la base de la croissance économique et de la modernisation face à l’agriculture familiale, face à la petite propriété et de taille moyenne. Actuellement, on est en train d’insister sur d’autres formes qui conçoivent la modernité à la campagne. La perspective soutenable est une preuve évidente des avantages que l’utilisation d’outils théoriques et de nouvelles méthodologies suppose pour l’histoire rurale. Ainsi, rattaché au concept de *sustentation* par exemple, on est en train de revendiquer un autre type de discours, qui non seulement tient en compte des facteurs comme la croissance ou les progrès technologiques sinon aussi les aspects démographiques, économiques, sociaux, politiques, du milieu rural, culturels et du paysage.

La fragmentation qui caractérise actuellement le panorama historiographique s’est peut-être multipliée encore plus dans le cas de l’historiographie rurale, à la suite de l’atomisation continuelle, après le divorce entre l’histoire économique et sociale, qui fut l’un de ses signes d’identité. Les travaux réunis dans ce livre abordent des sujets qui vont depuis la démographie historique jusqu’à l’histoire culturelle et institutionnelle en passant, comme cela est logique, par l’histoire économique et sociale. Conscients de la nécessité d’adopter une perspective plus intégratrice, la convergence d’intérêts est évidente dans les différents chapitres de l’ouvrage. Cependant, les avantages interdisciplinaires et de la coopération avec d’autres scientifiques qui étudient le monde rural depuis l’anthropologie, la sociologie, l’économie, le droit, la géographie… sont également subjacents. Aller jusqu’au fond de la discussion en analysant les multiples aspects reliés au monde rural et l’approximation de méthodologies, sans doute, aboutira au changement et à l’impulsion de l’histoire rurale.

La rénovation des contenus et la redéfinition des lignes interprétatives passent effectivement par le mouvement d’un plus grand dialogue entre les chercheurs du monde rural, au-delà des traditionnelles frontières disciplinaires, mais également nationales. En ce sens, cette publication se joint à d’autres expériences antérieures qui ont donné lieu à des ouvrages qui encouragent l’histoire comparée comme cela se produit en France, en Angleterre ou en Allemagne[[7]](#footnote-7). Dans cette ligne, on inclut aussi les successives sessions de la *Rural European History* ou les dernières initiatives de l’*Association d’Histoire des Sociétés Rurales* en France[[8]](#footnote-8) ou la *Société Espagnole d’Histoire Agraire* (SEHA). Peut-être, puisqu’il est encore fréquent que l’on prête seulement attention à ce qui se produit dans les agricultures occidentales (GONZALEZ DE MOLINA, 2013, p. 13), pour surpasser une vision trop ethnocentrique, il n’est pas futile qu’on ait convoqué le Congrès International *Vieux et nouveaux mondes: les défis globaux de l’Histoire rurale*[[9]](#footnote-9), car le chalenge est d’abandonner aussi bien le champ analytique notamment national et local qu’une perspective interprétative trop axée en Europe et en Occident.

***LES BLOCS THÉMATIQUES***

À partir de cette manière générale de poser le problème, l’état de la question, que nous présentons, se divise en six grands blocs thématiques. Des histoires qui sont en principe sectorielles et dont l’étude, dans certains cas, semblerait avoir été traitée à fond, mais, dans lesdites histoires, on essaye systématiquement de faire un bilan de ce qui a été réalisé ces dernières années.

1.- Le premier bloc s’occupe de la **Population, de l’occupation du territoire et des réseaux migratoires**. Leurs responsables sont Ofelia REY CASTELAO (Université de Saint-Jacques-de-Compostelle) pour le cas espagnol et Stéphane MINVIELLE (Université de la Nouvelle-Calédonie – CNEP) pour la France. Il s’agit de trois sujets interconnectés dont la trajectoire historiographique fut toutefois très inégale, aussi bien si nous nous référons à l’attention qu’on leur porta qu’aux rythmes continus. Les deux premiers sujets –la population et l’occupation du territoire– sont des aspects classiques au sein de la configuration du modèle de recherche agro-démographique où la démographie historique et l’histoire rurale se développèrent de concert. Nous disposons d’études, en grande mesure de base régionale, qui rattachèrent l’étude de la population et l’habitat avec leurs bases économiques, comme point de départ pour analyser l’organisation sociale. Ces sujets connurent un essor au cours des années 60 du siècle dernier, avec les célèbres thèses françaises sur le monde rural, qui se produira une décennie plus tard en Espagne. Après un énorme accroissement de ce type de recherches dans les deux pays, à partir de la fin des années 80, il y eut un changement. Comme le signale à juste titre le docteur REY CASTELAO pour l’Espagne, la démographie historique espagnole, qui dépendit à ses débuts de la méthodologie française, évolua vers le modèle anglo-saxon, une étape au cours de laquelle l’attention portée à la population rurale s’en est ressentie. La forte incorporation de sujets tels que l’histoire de la famille, suivant des propositions comme celles du Groupe de Cambridge, privilégièrent la structure, taille et composition des foyers plus que l’espace et l’habitat où ceux-là se trouvaient. De la sorte, l’intérêt pour les relations stables entre les groupes domestiques et les individus qui les composaient prédomina plus que la mobilité ou un autre type de relations qui n’étaient pas si formelles. Précisément, la mobilité est un aspect qui n’avait pas non plus été résous par la méthode française de reconstruction des familles, qui était dominante jusqu’aux années 80. Comme l’expose MINVIELLE, le défaut congénital de la méthode Henry était qu’elle n’avait pas été pensée pour l’étude de la mobilité et des migrations.

Aussi bien dans l’historiographie espagnole que française, il n’est pas étonnant qu’un dénominateur commun soit le retard et la négligence par rapport à l’étude des migrations et que, précisément, cela soit actuellement l’un des champs les plus ouverts à la recherche. Contrairement aux idées traditionnelles qui insistaient sur le caractère statique de la population rurale, maintenant, de manière directe ou indirecte, il est évident que les déplacements étaient nombreux et de nature multiple. Ils ne gravitaient pas seulement autour de la paroisse ou de quelques localités limitrophes, de telle façon que cette vision historiographique de «n’avoir vu que son clocher» est questionnée.

Dans cette ligne de vouloir réviser les stéréotypes et apriorismes historiographiques, REY CASTELAO et MINVIELLE coïncident sur le fait que l’on doit concevoir de manière très différente le concept de *mobilité*. Tandis que la sédentarité et stabilité sont considérées comme une valeur sociale en soi, la migration est comprise comme un échec ou un fracas individuel et collectif. Cependant, les recherches les plus récentes mettent l’accent sur le fait que la mobilité est un processus social, qu’il faut étudier complètement et depuis une perspective plus complexe. Il ne s’agit pas d’un simple déplacement entre un point de départ et un autre d’arrivée. Par exemple, actuellement, à la suite de l’émergence d’une vision réticulaire du territoire et de la société, on insiste sur l’importance de l’existence de réseaux multipolaires organisés autour de différents points nodaux. Le sens contemporain de la mobilité a conditionné notre regard, l’orientant vers une seule direction. Les mouvements se produisaient toujours du champ vers la ville. De fait, les migrations urbaines ont concentré l’attention, tandis que celles proprement rurales ou celles qui se faisaient de la ville vers le champ étaient passées à un second plan lorsqu’elles ne furent pas directement négligées. Les études non seulement sont en train de révéler l’intensité des mouvements intra-ruraux sinon qu’ils furent, en plus, menés à bon terme, en grande mesure, par des femmes. Outre cela, une tendance très récente se préoccupe également de la visibilité de la mobilité des femmes, bien au-delà du service domestique dans les villes.

Sur la base des méthodes déjà bien connues, aussi bien en Espagne qu’en France, lors du processus de consolidation et d’accroissement de la démographie historique et de l’histoire rurale, nous avons maintenant de nouveaux défis. Des chalenges qui utilisent apparemment des techniques de recherche qui combinent l’analyse macro et micro pour rendre compte du niveau de représentativité des modèles établis ou dans leur cas de la diversité des situations. En outre, ils tentent également de mieux nous faire connaître l’histoire sociale de la population, en adoptant les méthodologies qui rattachent la démographie avec les dynamiques sociales comme le permettent les études renouvelées de l’histoire de la famille, avec le recours aux généalogies, réseaux de relations, trajectoires et itinéraires vitaux… Il s’agit de méthodologies qui parient, à vrai dire, sur le croisement nominatif des sources face à l’impossibilité de progresser à partir de l’exploitation d’une unique base documentaire; et qui savent profiter des possibilités que nous offrent aussi les sources indirectes.

Le développement de ce type de méthodologies est chaque fois plus une réalité de part et d’autre des Pyrénées. La comparaison des résultats obtenus et de ceux que l’on obtienne nous permettra d’observer les modèles de comportements semblables ou les exceptions en fonction des chronologies, territoires et des groupes sociaux. Après cinquante ans de travaux accumulés, avec ces nouvelles orientations, on est face à un panorama encourageant. Entre autres choses, parce que cela donnera lieu à la révision des façons rigides de poser le problème avec la propre délimitation et relation entre le monde rural et urbain.

2.- Précisément, le second bloc du livre a pour titre **Entre le champ et la ville. Production agraire, agricultures périurbaines et réseaux commerciaux**. D’un côté, Francis BRUMONT (FRAMESPA–Université Toulouse-Le Mirail) et d’un autre côté, Hervé BENNEZON et Florent MÉROT (Centre de Recherche Espaces, Sociétés, Cultures–CRESC, Université Paris XIII-Villetaneuse) s’occupent du cas français. Maximo GARCIA FERNANDEZ (Université de Valladolid) et Jésus GONZALEZ BELTRAN (Université de Cadix) présentent une réflexion générale sur l’Espagne.

En suivant l’exemple français, comme BRUMONT le résume, il n’y eut pas de révolution agricole au XVIIIe siècle. À partir de 1750, la croissance s’initia effectivement, mais sans une transformation technologique profonde ni même une forte mutation en ce qui concerne les bases du système productif. Entre la routine et l’innovation, certains changements se produisirent peu à peu et peuvent se résumer en quatre sections: l’introduction de nouvelles cultures, quelques modifications dans les systèmes de production, l’amélioration des transports intérieurs et ce qui se produit dans la viticulture, un secteur dont l’importance ne peut pas être sous-estimée. La production agricole française put, tant bien que mal, supporter l’augmentation de la population. Une augmentation qui entraîna un fort accroissement de la demande de céréales et une autre demande moins basique comme celle du vin dérivée de la hausse du niveau de vie général. Soit pour diversifier soit pour tirer profit des produits que les marchés demandaient, on a introduit de nouvelles cultures ou développé les anciennes. La difficulté réside dans le fait de mesurer le volume et l’évolution de la production, puisque, contrairement à ce qui a lieu en Espagne, les séries de dîmes, de la façon dont elles se présentent en France, ne peuvent pas prétendre être un reflet de celle-ci.

Quoiqu’il en soit, l’idée qui se répète constamment est toujours la même: le champ, ses habitants et leurs productions sont soumis aux centres qui sont les villes. Les relations ourdies ont seulement un sens unique, celui qui va depuis le champ vers la ville. Selon le discours traditionnel, l’importance de la spécialisation et de l’exportation du secteur agraire est considérée comme le moteur de la modernisation et de la croissance. Grâce au rôle principal que la ville joue comme lieu de marché, les mécanismes de distributions impulsés depuis la ville ont un impact direct dans les changements de la production agraire ou dans l’utilisation des ressources agricoles. Cependant, Hervé BENNEZON et Florent MÉROT, en utilisant comme laboratoire la capitale française, se demandent si Paris organise l’agriculture régionale ou si ce sont les paysans qui le font en fonction des demandes urbaines, mais conformément à leurs propres expectatives? Les paysans tiennent en compte toute une série de combinaisons de facteurs, pour mettre en valeur les particularités de leur propre espace et prendre leurs décisions: la qualité de la terre, la superficie des parcelles, les marchés disponibles, la distance, les possibilités de communication…

Les relations entre les villes et le champ sont complexes, riches et plurales et ne se réduisent pas à une simple domination unilatérale. Au contraire, il faut parler d’échanges réciproques et constants. Les réseaux commerciaux, économiques, sociaux et culturels existants s’imbriquent de telle façon qu’ils se devinent dans la configuration de fortes relations de dépendance bilatérale. Il faut analyser ces mécanismes d’interaction et comment des univers que l’on disait opposés s’intégraient. Il est indispensable que l’on encourage l’étude des exemples concrets et rende possible la comparaison entre l’Espagne et la France pour observer, dans leur diversité régionale, comment ce processus d’intégration se déploya dans l’espace et le temps et quels rythmes furent suivis. Une complexité qui s’intensifie dans le cas de l’Espagne, particulièrement dans sa zone méridionale où il y a beaucoup d’espaces intermédiaires ou des agrovilles. Des noyaux où s’entrecroisent les fondements des deux réalités socioéconomiques et la permanence des modèles de la vie rurale est longue, aussi bien dans sa composition sociale que dans leurs labeurs ou pratiques vitales. Cela fut également évident dans le bloc consacré à la population et au territoire.

Le sujet des relations et des liens établis entre les villes et leur environnement rural ont occupé un lieu important dans l’historiographie française et dans l’espagnole, bien qu’ici ils fussent moins étudiés. Aussi bien dans les études spécifiques sur les villes que dans les monographies de contexte plus vaste, d’une manière ou d’une autre, on a traité l’approvisionnement et la consommation citadine. Le résultat obtenu fut en général biaisé. Uniquement, on observe un sens de l’échange: du champ vers la ville. Habituellement, les recherches se centrent, en plus, sur des produits très concrets, particulièrement les grains panifiables, de sorte que l’on méconnaît ce qui se produit avec d’autres grains. D’un autre côté, les analyses se font préférablement dans les moments de crise, de cette façon les conclusions peuvent être dénaturées. Il est très récurrent que l’on organise les travaux autour du cadre juridique: les lois et ordonnances régulatrices du marché et les mécanismes employés par le pouvoir municipal pour approvisionner la ville ainsi comme les moyens utilisés pour cela. D’un autre côté, l’obsession pour déterminer l’existence ou non d’un marché national et dans quelle proportion les villes participèrent dans sa configuration relégua à un second plan l’intérêt pour les échanges intra-ruraux. Il semble également que le trafic de produits semi-élaborés et de tissus de la ville vers le champ n’existent pas, sinon, bien au contraire, en suivant le fil du développement de l’industrie rurale.

Face aux carences informatives et les déficits interprétatifs évidents dans les études incluses dans ce bloc, il est indispensable d’encourager les recherches sur ce sujet, de retourner aux archives pour étudier l’énorme et différente masse de documents encore inexplorée et, surtout, de surmonter les idées préconçues. Une relecture nécessaire de l’historiographie basée sur les grandes études régionales et leurs capitales de référence à la lumière des contributions de travaux plus micro-analytiques, qui ont la virtualité de pouvoir observer la complexité des relations établies. Les grandes lignes et caractéristiques fondamentales du marché intérieur étant connues, l’objectif est d’approfondir la question de la relation entre les secteurs producteurs, commerciaux et les consommateurs sans apriorismes qui conditionnent les conclusions. Concrètement, il est indispensable, face aux lacunes existantes, d’approfondir le problème de l’accès au marché des zones rurales, leurs caractéristiques et particularités, ce qui fut considéré durant très longtemps comme incompatible avec l’économie paysanne. En ce sens, en plus d’analyser à nouveau la signification de la commercialisation périurbaine, GONZALEZ BELTRAN et GARCIA FERNANDEZ étendent leur révision au cadre des réseaux commerciaux à courte distance et par rapport à la satisfaction des nécessités basiques (qui ne sont pas uniquement alimentaires) de la demande quotidienne populaire et rurale. Ils nous rappellent que non seulement ce qui se consomme et la quantité sont importants, sinon également comment on le consomme, c’est-à-dire, les modèles et pratiques liés à la sociabilité et à la construction et reproduction des identités.

3.- Le troisième bloc, **État, régime seigneurial et communautés rurales. Intervention et conflit**, se compose de deux études réalisées par Laureano RUBIO PÉREZ (Université de Léon) et Nadine VIVIER (Université de Le Mans). Leur réflexion se centre sur l’évolution des relations entre ces trois pôles qui façonnent les structures du pouvoir dans le monde rural. Pour leur analyse, ces deux auteurs ont choisi comme axe transversal les biens communaux, c’est-à-dire, le complexe problème de la propriété et des droits collectifs. En Espagne, le sujet est traité avec une perspective plus propre de l’époque moderne, tandis qu’en France la période d’étude va de 1750 à 1880. Il s’agit de l’un des points qui ont le plus attiré l’attention des chercheurs, car, pour beaucoup d’entre eux, nous nous référons à l’un des obstacles institutionnels fondamentaux qui empêchaient l’accélération du processus de modernisation. Le changement agraire a été relié à la destruction des systèmes traditionnels de production paysanne et au démantèlement des pratiques communales par rapport à la commercialisation de la terre ou l’usage des bois.

Effectivement, l’établissement de droits de propriété et d’accès aux ressources et les processus historiques, au travers desquels se distribuent socialement ces droits, sont un sujet crucial pour la compréhension du changement agraire. Cependant, la direction de ce processus et son interprétation sont en train d’être questionnées avec la force des thèses éco-historiques et la revendication du soutien social face à la théorie du progrès. Malgré cela, le mythe des seigneurs qui défendent la modernité face aux paysans traditionnalistes par rapport aux biens communaux pèse encore.

Il faut abandonner n’importe quelle vision manichéenne. Les relations de pouvoir à la campagne sont complexes et ne se réduisent pas à une simple domination unilatérale. L’opposition entre les paysans et seigneurs comme deux blocs irréconciliables est une supercherie. Les attitudes et situations furent très diverses. Aussi bien Laureano RUBIO que Nadine VIVIER le soulignent. Le premier expose comment sous un même cadre légal et juridique, ni la capacité de contrôle de la Couronne ou des institutions de l’État et des seigneurs juridictionnels fut la même, ni non plus la capacité de pouvoir et réponse des communautés rurales fut égale. Il constate que la façon de poser le problème des relations de pouvoir, à partir de la simple verticalité et de la confrontation dominants-dominés, exige beaucoup de nuances. Un prisme excellent pour observer tout cela est d’analyser ce qui arriverait lorsque l’on essayait de modifier le régime communal. Les deux auteurs choisissent ce prisme pour leur réflexion. De la même manière que nous trouvons des cas où les conseils municipaux s’affrontaient aux seigneurs, nous en trouvons d’autres où ces deux derniers s’alliaient pour freiner l’action de l’État, dans d’autres cas les conseils municipaux tenaient tête à leurs propres chefs de famille ou encore les chefs de famille et les seigneurs faisaient front ensemble face aux prétentions aliénatrices des oligarchies locales.

Le résultat de la diversité des situations de conflit existante commence à se clarifier à la fin du XVIIIe siècle. En Espagne, RUBIO PÉREZ observe comment on jette les bases de deux modèles différents. D’un côté, là où se consolident définitivement le démantèlement de la communauté et la progressive imposition des oligarchies locales donnant lieu à des sociétés polarisées et soumises aux intérêts individuels. D’un autre côté, il y a les cas où, en plus de conserver le régime communal et municipal, l’on a fait front aux successives prétentions de leur destruction, y compris en freinant la propre action de l’État. La défense de leurs prérogatives sur le patrimoine communal contribuerait au développement de la communauté vicinale et du propre collectivisme social et agraire face aux intérêts individuels, qui progressivement l’érodait dans d’autres lieux. Les territoires du Nord et du Nord-ouest de la péninsule ibérique sont un magnifique exemple: malgré les processus de désamortissement et le nouveau cadre libéral du pouvoir municipal, la propriété communale augmenta au XIXe siècle.

Si auparavant nous disions que le monde rural est toujours dans l’ombre de la ville, maintenant Nadine VIVIER revendique à nouveau le rôle principal des communautés rurales dans l’Histoire et son rejet de cette image péjorative qui les accompagne habituellement. Une image qui surgit de l’idée selon laquelle ces communautés étaient composées par des ignorants, sous la tutelle des seigneurs, plus tard des notables et, surtout, d’un État très centralisé et efficace. Dans son chapitre, elle étudie la recomposition des forces dans la France rurale entre 1750 et 1880. Elle conclut que cette période est celle de l’affirmation des communautés rurales. Dès une perspective évolutive, son analyse s’occupe premièrement du conflit et de la complexe interaction entre les seigneurs, l’État et les communautés rurales autour de la propriété et de la jouissance des terres collectives. Ici, il faut mettre l’accent sur la période révolutionnaire et la demande de terre par les communautés dans un contexte plus vaste, où l’on se faisait valoir face aux seigneurs et à l’État, pour défendre son existence et identité. Deuxièmement, elle porte son attention sur les conflits dérivés de la nouvelle fiscalité qui grève la propriété. Le cas de l’impôt, qui résume la complexité de la situation et des intérêts opposés des différents acteurs qui participent à ce jeu. Leur capacité de négociation leur permet d’obtenir une marge de manœuvre, tandis que la capacité de contrôle de l’État augmente à son tour. Un pis-aller face aux pratiques des notables locaux, indépendamment si leur origine provenait des anciens seigneurs ou des petits propriétaires enrichis. Finalement, déjà à la fin de la période étudiée, elle analyse le processus selon lequel les communautés essayent d’alléger la tutelle d’un État et d’une Administration dont l’intervention et les décisions se justifient apparemment, parce qu’elles obéissent seulement aux critères techniques.

4.- Le quatrième bloc est consacré à la **Terre, travail et relations sociales dans le monde rural**. Il est composé de deux chapitres réalisés par Rosa CONGOST (Université de Gérone) pour l’Espagne et Gérard BÉAUR (Centre de Recherches Historiques, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris) pour la France. Les deux auteurs insistent sur la responsabilité des historiens dans la reproduction de clichés et les représentations du passé rural confortablement installées dans des certitudes supposées et des vérités immutables. L’image erronée du retard et de l’archaïsme des champs français et espagnols en comparaison avec l’Europe du Nord-ouest se base surtout sur le schéma explicatif simpliste que l’on fait des conditions de travail et des liens avec la terre, son idée force. Des caricatures commodes selon BÉAUR, qui peuvent seulement séduire les adeptes de la modélisation à outrance.

La proposition est claire: il faut revisiter les façons interprétatives de poser les problèmes et les manières d’analyser les variables fondamentales comme la propriété et le travail. Face aux apriorismes, il faut questionner les visions trop schématiques qui condamnent d’avance les sociétés du Sud de l’Europe à une position marginale par rapport au développement économique. Des territoires considérés incapables de mener à terme des processus similaires à celui de la révolution industrieuse, marqués par les bas salaires et le niveau de vie propres des sociétés appauvries, par les profondes inégalités sociales, par des systèmes de propriété, de travail et de cession de terre déphasés ou par l’influence du régime héréditaire.

En ce sens, malgré, par exemple, les progrès dans les études sur l’histoire de la famille en Espagne et en France qui le démentent, on affirme encore que le modèle de la famille souche est majoritaire dans l’Europe du Sud, ce qui complique le travail au sein des économies familiales. CONGOST critique DE VRIES et son affirmation que la révolution industrieuse ne peut pas se produire là où ce type de famille ou le système d’héritier unique est dominant. Elle critique aussi VAN ZANDEN et de MOOR et leur idée que dans les pays où le régime dotal est significatif, la participation de la femme dans le marché du travail est peu importante et, par conséquent, le développement économique est moins notable. Des polémiques qui rappellent encore les débats qui relient le succès de la modernisation avec la famille nucléaire, avec la prédominance des journaliers sur les domestiques ou avec l’affermage des métairies, dénigrés d’après BÉAUR par les économistes et historiens comme facteur du blocage économique et du conservatisme social. En fin de compte, il s’agit de propositions d’uniformisation des comportements, lorsque la diversité prédomine en réalité.

Les deux auteurs défendent qu’il faut flexibiliser l’analyse des droits de propriété et réaliser de nouvelles lectures sur la “question agraire”. Après avoir rejeté l’idée d’un unique modèle de développement historique, CONGOST met l’accent sur la nécessité d’observer les différentes et multiples possibilités existantes de processus d’appropriation et/ou d’expropriation sociale. À vrai dire, elle considère qu’il faut questionner l’idée –très étendue dans les études sur l’époque moderne–, d’une expropriation généralisée des paysans conformément aux thèses de Robert BRENNER. Selon lui, les abus ne consistèrent pas toujours dans la privatisation des terres et la résistance paysanne ne se préoccupa pas uniquement du maintien des biens communaux. Ainsi, pour comprendre dans leur juste mesure les droits de propriété, elle propose de surmonter les façons traditionnelles de poser les problèmes dichotomiques de la féodalité et du capitalisme (bien souvent assimilés à ce qui est ancien et moderne), de ce qui est particulier et commun ou encore individuel et collectif.

Dans la même direction, BÉAUR met en évidence un aspect aussi crucial que la seigneurie: nous disposons d’interprétations impeccables d’un point de vue du droit, mais les faits les contredisent. En général, la seigneurie, avec l’exception de certaines régions (surtout la Bourgogne), est relativement faible en France. La réaction seigneuriale, au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle, eut finalement des effets peu importants, par exemple, en ce qui concerne la privatisation des biens communaux. Tout semble indiquer que, durant la Grande Peur de l’été 1789, les paysans attaquaient souvent plutôt une série de droits symboliques que réels; des droits que l’on ne payait pas en fait, dans certaines régions, parfois depuis plusieurs décennies. Y compris dans de nombreuses occasions les impôts de l’État pesèrent plus que les seigneuriaux. Par conséquent, il semble que ce fut plutôt l’absence d’impôts pendant la Révolution que la fin du joug seigneurial qui permit un désendettement considérable des paysans. Une lecture différente des changements introduits à la campagne par la Révolution française, qui met en évidence son importance limitée face à l’image topique de ses conséquences transcendantales ou son caractère unidirectionnel de la *voie paysanne* lors de la transition du féodalisme au capitalisme.

BÉAUR et CONGOST rendent évident qu’au-delà des discours et modèles, il faut étudier les mécanismes concrets, les usages de la propriété et de l’exploitation, ce qui exige un regard plus profond pour comprendre les différentes formes d’accès aux ressources, qu’il ne faut pas limiter exclusivement à la terre sinon à d’autres ressources telles que le bétail, l’eau, le crédit… Une autre idée, que partagent les deux auteurs, est celle de rejeter le faible rôle que les historiens ont concédé aux petites exploitations paysannes. Comme signale BÉAUR, d’un côté, il faut relativiser l’importance du “latifundium” en France –fondamentalement au sein du *modèle classique* du capitalisme– et d’un autre côté, il faut souligner le rôle des paysans qui possédaient une quantité importante de terres. La grande propriété (noble, ecclésiastique ou bourgeoise) n’atteignait pas les dimensions qu’elle avait en Espagne par exemple. Les exploitations paradigmatiques des grands propriétaires fonciers d’Île-de-France (MORICEAU) seulement surpassaient exceptionnellement les deux cents hectares. La grande propriété coexistait ainsi avec une micropropriété étendue et une petite propriété, de telle sorte que les cas qui n’avaient aucun bien n’étaient pas si généralisés: certains calculs indiquent que cette situation affecterait à moins d’un cinquième des chefs de famille. Évidemment, les proportions variaient en fonction des régions. Cela dit, l’importance relative de la propriété paysanne ne cache pas sa médiocrité. S’il est vrai que presque tous possédaient quelque chose (avec l’avantage que cela servait à retenir une partie de la main d’œuvre dans le territoire), ceux qui en avaient suffisamment étaient rares. En conséquence, pour assurer leur subsistance, la majeure partie combinait le travail dans leurs propres terres, l’accès à d’autres terres au travers de l’affermage et d’autres formules, avec un travail rémunéré ou complémentait leur activité dans des emplois qui n’avaient rien à voir avec l’agriculture. Dès lors, la diversité de situations se reflète dans l’existence d’une hiérarchie d’exploitations et de relations de dépendance qui rompent avec l’idée stéréotypée des paysans autosuffisants, qui sont allergiques au marché ou réfractaires au progrès.

Parlons, alors, de paysans qui se caractériseraient difficilement par leur nature statique et immutable. D’un côté, les processus de mobilité sociale, ascendante ou descendante, étaient consubstantiels à leur existence. D’un autre côté, la nécessaire complémentarité entre les exploitations et régions était indispensable. La mobilité, sous forme de migrations saisonnières ou de plus longue durée, comme les journaliers, domestiques, serviteurs ou les faucheurs, liait la petite propriété aux grandes propriétés rurales. Ces deux dernières avaient besoin l’une de l’autre pour pouvoir fonctionner, même si, évidemment, cela se faisait à un degré inégal de dépendance en fonction des différents lieux au sein des relations de domination établies.

Rosa CONGOST défend que les efforts de l’histoire rurale doivent tenter de relier ces vieilles préoccupations liées à des concepts de poids comme, par exemple, celui de la *transition* avec de nouvelles optiques et les tendances historiographiques plus récentes. Une nécessité qui n’est pas exempte de difficultés, comme elle le constate dans sa réflexion historiographique qu’elle compose autour de concepts comme celui de la *transition*, l’*expropriation paysanne*, la *révolution industrieuse*, la *pluriactivité* ou le *cycle de vie*. En fait, si l’objectif est de nous rapprocher du changement social à la campagne, l’un des défis fondamentaux doit être de passer de l’étude des structures sociales aux dynamiques sociales.

5.- Poursuivant cette dernière proposition, le livre continue avec le bloc **Famille, propriété et inégalité sociale** mené à terme par Francisco GARCIA GONZALEZ (Séminaire d’Histoire Sociale de la Population, Faculté d’Humanités d’Albacète, Université de Castille-La Manche) et Fabrice BOUDJAABA (CNRS-Centre de Recherches Historiques, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris). La vaste et minutieuse bibliographie fournie à la fin des deux chapitres a la seule intention de contribuer, dans sa diversité régionale, à la connaissance de l’effort réalisé aussi bien en Espagne qu’en France durant les dernières années au sein de cette puissante ligne de recherche.

Comme GARCIA GONZALEZ le signale, l’une des principales virtualités de l’histoire de la famille en tant que perspective d’analyse est en train de nous permettre de mieux comprendre et d’expliquer les mécanismes de différenciation et d’inégalité sociale. La tendance qui présente ce type de travaux comme une espèce de généalogie sociale réalisée à partir de l’analyse de trajectoires, du croisement d’informations multiples et dispersées, ouvre d’énormes possibilités pour l’histoire sociale de la campagne vis-à-vis du futur. Il s’agit d’une méthodologie avec un grand potentiel analytique, afin d’observer les tenants et aboutissants, les ambiguïtés et contradictions d’une société telle que la rurale qui est sujette à être contemplée d’une manière homogène, uniforme et stéréotypée. Après avoir connu le cadre des structures et le contexte où se développaient les groupes sociaux et qui les composaient, l’idée est d’approfondir l’analyse des capacités d’action et de réaction aussi bien les individuelles que les collectives, de réponse et d’adaptation aux multiples situations et circonstances où les uns et les autres étaient impliqués. Ici, il ne faut pas oublier que les stratégies de reproduction et de différenciation sociale sont un processus dynamique face à l’idée totalement opposée de la *chosification* des groupes et catégories sociales comme si on avait affaire à quelque chose d’hermétique et statique.

Fabrice BOUDJAABA va dans la même direction. Si dans l’analyse des relations entre famille et propriété, l’historiographie la plus classique mettait l’accent sur les caractéristiques structurelles de l’exploitation paysanne, maintenant elle le fait en termes de reproduction et mobilité sociale. Il est intéressant d’étudier leurs transformations, configurations changeantes tout au long de la période étudiée et du cycle familial, la multiplicité de destinations possibles que peuvent avoir les exploitations et qui les exploitent. La famille paysanne, entre les XVIe et XIXe siècles, apparaît ainsi comme une structure beaucoup moins fixe, beaucoup plus changeante et adaptable aux nécessités du foyer paysan. On questionne l’idée des paysans attachés à la terre et souligne la flexibilité des comportements qui affecte le droit et les impératifs dérivés de leurs obligations supposées. La revalorisation du rôle du marché –parfois presque équivalent à celui qu’avaient les transmissions familiales–, dans la circulation des biens et la conformation des exploitations, est un autre point qu’il faut mettre en évidence. Surtout dans les régions d’héritage égalitaire, bien que cette perspective soit en train de percer peu à peu dans les plus récentes études sur les zones de famille souche.

L’une des nouveautés qu’il faut souligner dans les deux pays est que, si traditionnellement on avait prêté plus d’attention à l’héritage dans les régions où prédominait le système qui n’était pas égalitaire, dans les dernières années on observe comment des recherches qui mettent en évidence l’énorme complexité dérivée des systèmes égalitaires sont en train d’être menées à terme. De la sorte, à partir des années 2000, les études sur la famille rurale ne s’axent plus exclusivement sur leur dimension géographique ou sur l’analyse du foyer, les idées autour du mariage, les normes juridiques et sur l’ensemble de règles qui régissaient l’héritage et la transmission de la propriété. Aussi bien en France qu’en Espagne, les pratiques développées au-delà du cadre normatif intéressent. On insiste sur les stratégies familiales, les relations de parenté, clientèle ou de dépendance, le fonctionnement des réseaux de relation, les systèmes d’alliance, d’aide et de solidarité ou sur un autre type de mécanismes informels.

Cependant, encore actuellement, on prête plus d’attention aux groupes de l’élite, à leurs patrimoines et stratégies de reproduction sociale. On sait encore bien peu de choses sur les petits propriétaires et les petites gens –sur les “habitants de la vie quotidienne” selon les mots de BÉAUR–, et leurs formes d’habiter et de vivre, leurs possibilités de mobilité et leurs stratégies de survie et reproduction, sur leurs relations avec le pouvoir et le rôle des femmes. Une revendication qui justifie parfaitement la convocation du congrès de l’Association d’Histoire des Sociétés Rurales à Caen sur *Les petites gens de la terre: paysans, ouvriers et domestiques*, à l’occasion de son XXe anniversaire (octobre 2014).

Si surtout l’agriculture ou le bétail peuvent être considérés comme des sources d’emploi et un moyen de retenir la population dans le territoire, la terre et l’usage du sol peuvent être considérés comme un thermomètre qui mesure la pauvreté et l’inégalité. Une famille s’identifiait soi-même et les autres familles l’identifiaient non seulement grâce à ses capacités économiques sinon aussi grâce à sa capacité relationnelle. En ce sens, GARCIA GONZALEZ souligne l’importance de l’analyse des fermes ou maisons de labour dans leurs différentes modalités régionales. Son étude nous permet d’obtenir une image microscopique de la société agraire où coexistaient des individus et familles marquées par leurs relations inégales. Méthodologiquement, la maison de labour offre un énorme potentiel. Elle permet de délimiter un groupe humain, de connaître la complexité des relations où comment un individu se débrouille au sein de ce groupe et nous offre l’opportunité de reconstruire un modèle de généalogie sociale. Une généalogie délimitée autour de la maison, puisque nous pouvons savoir qui et quelles familles –d’une façon continue ou pas– étaient rattachées à elle et quelle était leur provenance sociale et géographique. De cette manière, la succession des cas concrets peut nous éclaircir les processus de reproduction, d’inégalité et de mobilité sociale et géographique, afin d’avancer vers cet objectif d’aborder la nature dynamique des relations sociales à la campagne.

6.- Si le troisième bloc s’occupe de l’État, des seigneuries et de la communauté rurale, le dernier bloc du livre est consacré à l’**Église et clergé dans le monde rural**. Pegerto SAAVEDRA (Université de Saint-Jacques-de-Compostelle) et Pablo LUNA (Université de la Sorbonne-Paris IV) sont ses responsables. Le premier centre son analyse sur l’un des secteurs moins étudiés par une partie de l’historiographie espagnole, le clergé rural de caractère séculier dans l’Espagne moderne. Sa connaissance est bien inférieure à ce que nous savons du clergé régulier et capitulaire (les monastères et couvents, les mitres et chapitres). La situation est aussi très différente de celle de l’historiographie française, car cette dernière dispose d’un avantage incontestable par rapport à l’historiographie espagnole, étant donné sa tradition dans les études sur la sociologie religieuse. Bien au contraire, comme le constate également Pablo LUNA, sauf quelques exceptions, la sphère matérielle de l’état ecclésiastique (les terres, systèmes de propriété et d’exploitation, biens meubles et immeubles, rentes, les entrées et sorties…) est l’un des aspects moins abordés par l’historiographie française en comparaison avec l’espagnole. En France, les tendances historiographiques actuelles se caractérisent par leur préoccupation pour les aspects culturels où prédominent l’analyse du fait religieux et l’analyse de l’Église catholique et son évolution.

Il s’agit de deux chapitres où les auteurs s’efforcent pour analyser quelques-unes des lacunes les plus significatives de leurs respectives historiographies et pour aborder les problèmes qui ne sont pas encore résolus. En outre, ils le font en apportant une vaste bibliographie et en adoptant un esprit clairement comparatif, sans perdre de vue ce qui se produit dans l’autre pays. En fait, tout l’article de Pablo LUNA est axé sur la comparaison entre le cas français et espagnol. Pour cela, il choisit trois problématiques fondamentales: les capitaux ecclésiastiques, l’extension de la propriété et la réaction du *dominium* ecclésiastique. Il conclut effectivement qu’il y a peu de travaux sur ces questions, parce qu’elles n’intéressent pas de la même façon comme cela a lieu dans le cas espagnol. Par conséquent, il est difficile d’établir des comparaisons de manière précise et quantitative entre les deux pays. En outre, même si les synthèses récentes soulignent qu’en France la généralisation supposée et l’extension de la confiscation des biens ecclésiastiques étaient plus modestes et limitées de ce que l’on avait imaginé, peut-être cela est précisément ainsi parce qu’il y a peu d’études à ce propos qui traitent le sujet selon sa juste valeur.

Il est vrai qu’en Espagne quelques thèses rurales réalisées en suivant le modèle français dans les années 80 prêtèrent une certaine attention au clergé. Entre les différents sujets qu’elles traitaient, il y avait habituellement des chapitres qui s’occupèrent des aspects économiques, sociaux, culturels ou moraux des ecclésiastiques. Ces travaux servirent pour montrer l’hétérogénéité et l’énorme diversité de leur situation à la campagne. Dès lors, on a fait des progrès dans la connaissance des questions telles que la structure paroissiale, les caractéristiques du système bénéficial, les plans de réforme et dans d’autres aspects de type formel, et également dans des sujets tels que la participation des prêtres dans les institutions économiques et culturelles comme les savantes Sociétés Économiques des Amis du Pays.

Il faut encore intensifier et multiplier les recherches dans ces milieux, mais surtout les approfondir dans le monde complexe des pratiques et relations sociales. Pour cela, il faut précisément faire d’autres recherches qui analysent des situations concrètes, qui nous permettent de savoir comment et pourquoi on entrait dans le clergé séculier, quelles étaient les voies multiples utilisées pour y parvenir, quelles trajectoires étaient suivies avant et après l’incorporation, les processus de mobilité sociale (et spatiale), le conflit ou les stratégies familiales et leur influence dans la carrière ecclésiastique, particulièrement, leur projection sur le système bénéficial, le véritable gond de l’organisation ecclésiastique comme le confirme Pegerto SAAVEDRA. Grâce aux études d’histoire de la famille relatives à la petite noblesse territoriale, aux oligarchies, paysans aisés ou à d’autres groupes sociaux dans le monde rural avec des ressources économiques, on connaît l’orientation ecclésiastique de certains de leurs membres comme une partie de leurs stratégies héréditaires ou comme une voie d’ascension sociale. Il est indispensable d’aborder tout type de questions de manière monographique avec des recherches approfondies qui s’axent sur le clergé rural et non seulement de façon indirecte comme cela se produit lorsque l’on étudie les mécanismes de reproduction sociale des familles. L’attention qui fut portée aux évêques est très différente de celle portée au clergé rural.

\*\*\*\*\*

Les pages de ce livre invitent l’historien du monde rural à abandonner le cadre national et à être discipliné pour constater les avantages des études comparées. Après le développement de l’histoire régionale aussi bien en France qu’en Espagne, nous croyons que la spécialisation régionale n’est pas incompatible avec l’intégration des questions dans une dimension européenne plus vaste, à travers l’histoire comparée.

Cette œuvre collective a mis en évidence les progrès, lacunes et carences. Les défis théoriques et méthodologiques que doit affronter l’histoire rurale sont encore nombreux. Pour certains, face à la crise d’identité qui la caractérise, il est indispensable de se doter d’un autre paradigme interprétatif (Manuel GONZALEZ DE MOLINA, 2013, p. 2). En marge d’autres considérations rattachées à la tournure culturelle et postmoderne ou au rôle quasi résiduel octroyé au secteur agraire dans le monde postindustriel, naturellement affronter le défi n’est pas facile, si entre les propres historiens beaucoup considèrent l’histoire rurale comme une antiquaille, une discipline démodée et dépassée (GARCIA GONZALEZ, 2014).

Il est vrai qu’il y a encore du pain sur la planche, mais il faut reconnaître que l’on a déjà initié le chemin de la rénovation. Dans les pages dudit livre, Ofelia REY CASTELAO dénonce que, même si la *latéralisation* des sujets ruraux est préoccupante, le fait que certains sujets n’aient pas culminé leur développement l’est également. Malgré l’abandon relatif de la vie rurale par une partie des historiens de l’époque moderne[[10]](#footnote-10), pour ledit auteur, il est encourageant que des questions mal résolues aient été récemment rouvertes et que d’autres questions soient à l’origine de nouveaux filons.

Face à l’idée d’une histoire rurale en crise, tout semble indiquer qu’un changement d’optique est en train d’avoir lieu actuellement avec l’incorporation de nouvelles pratiques de recherche. Des pratiques qui ne renoncent pas aux enseignements du passé, mais qui sont en train de se consolider lentement. En ce sens, il est indispensable que nous nous efforcions pour obtenir une histoire comparée effective, qui revitalise et renouvelle l’histoire rurale. Nous croyons que le moment est venu de resserrer à nouveau la relation entre l’historiographie française et espagnole. Outre le défi de la comparaison, l’objectif est de faire une histoire rurale plus sociale et pas uniquement avec la clé des structures, l’incorporation de nouvelles voies de recherche, la révision des sujets classiques, la résolution des rigides cadres chronologiques, la complémentarité des échelles et perspectives analytiques ou les efforts pour rompre les traditionnelles frontières disciplinaires dans un contexte de croissante internationalisation, augurent un futur prometteur[[11]](#footnote-11).

***BIBLIOGRAPHIE***

ARANDA PÉREZ, F. J. (coord.) (2004): *El mundo rural en la España Moderna. Actas de la VIIª Reunión Científica de la Fundación Española de Historia Moderna*, Ciudad Real, Universidad de Castilla-La Mancha.

BÉAUR, G. (2006): “The benefits of a historiographic crisis: the study of French rural history (c. 1500-1800) during the last fifty years” *in* E. Thoen et L. Van Molle (eds.), *Rural history in the North Sea Area. An overview of recent research (Middle Ages-twentieth century)*, Turnhout, Brepols, p. 119-145.

BÉAUR, G. (2012): “Histoire économique, histoire des campagnes: le renouveau d’un paradigme” *in* J.-C. Daumas, *L’histoire économique en mouvement entre héritages et renouvellements*, Villeneuve d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, p. 125-142.

BÉAUR, G. *et alii* (1998): *La terre et les hommes. France et Grande-Bretagne*,Paris, Hachette*.*

BÉAUR, G., C. DUHAMELLE, R. PRASS et J. SCHLUMBOHM (eds.) (2004): *Les sociétés rurales en Allemagne et en France (XVIIIe-XXe siècles)*, Rennes, Association d’Histoire des Sociétés Rurales.

## BODINIER, B., R. CONGOST et P. F. LUNA (eds.) (2009): *De la Iglesia al Estado. Las desamortizaciones de bienes eclesiásticos en Francia, España y América Latina*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza (Monografías de Historia Rural, 7).

## BOUDJAABA, F. (dir.) (2014): *Le travail et la famille en milieu rural (XVIe-XXIe siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

CONGOST, R. et J. M. LANA (eds.) (2007): *Campos cerrados, debates abiertos. Análisis histórico y propiedad de la tierra en Europa (siglos XVI-XIX)*, Pamplona, Universidad Pública de Navarra.

GARCÍA GONZÁLEZ, F. (2009): “La España rural en Francia. Historiografía francesa e historia rural en la España moderna” *in* F. García González (ed.), *La historia moderna de España y el hispanismo francés*, Madrid, Marcial Pons, p. 127-164.

GARCÍA GONZÁLEZ, F. (2014): “El estudio de la sociedad rural en la España moderna, ¿una antigualla historiográfica?” *in* F. García González (coord.), dossier monographique “Familia y sociedad rural en la España del Antiguo Régimen”, *Tiempos Modernos. Revista on-line de Historia Moderna*, 8, 29/2.

GARCÍA GONZÁLEZ, F. (2015): “Investigar historia rural en España y Francia en la época moderna. Impulso y renovación desde la historia comparada” *in* O. Rey Castelao et F. Suárez Golán, *Los vestidos de Clío. Métodos y tendencias recientes de la historiografía modernista española (1973-2013)*, Santiago de Compostela, Universidad de Santiago de Compostela, p. 171-204.

GONZÁLEZ DE MOLINA, M. (2012): “Repensar la historia agraria”, *Debates SEHA* (www.seha.info).

IRIARTE GOÑI, I. (2013): “Repensar la historia agraria. Reflexiones en torno al texto de Manuel González de Molina”, *Debates SEHA* (www.seha.info).

MATHIEU, J. (2003): “Nación y naturaleza. Algunos problemas de la historiografía agraria en los Alpes”, *Ager. Revista de estudios sobre despoblación y desarrollo rural*, 3, p. 7-27.

MORICEAU, J.-M. (1999): *La terre et les paysans aux XVIIe et XVIIIe siècles. France et Grande-Bretagne. Guide d’histoire agraire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

PÉREZ ÁLVAREZ, M. J. et L. M. RUBIO PÉREZ (eds) (2012): *Campo y campesinos en la España moderna. Culturas políticas en el mundo hispano*. *Actas de la XIIª Reunión Científica de la Fundación Española de Historia Moderna*, León, FEHM.

PÉREZ PICAZO, M. T. (2006): “Los progresos de la historiografía agrarista sobre el siglo XIX. Crecimiento, cambio institucional y problemas medioambientales” *in* C. Barciela, G. Chastagnaret et A. Escudero (eds.), *La historia económica en España y Francia (Siglos XIX y XX)*, Alicante, Universidad de Alicante y Casa Velázquez, p. 69-134.

POUSSOU, J.-P. (1999): *La terre et les paysans en France et en Grande-Bretagne aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, CNED-SEDES.

REY CASTELAO, O. (2013): “Pierre Goubert en España”, *Romanian Journal of Population Studies*, VII, 1, p. 129-148.

REY CASTELAO, O. et F. SUÁREZ GOLÁN (eds.) (2015): *Los vestidos de Clío. Métodos y tendencias recientes de la historiografía modernista española (1973-2013)*, Santiago de Compostela, Universidad de Santiago de Compostela.

SAAVEDRA FERNÁNDEZ, P. (coord.) (2007): étude monographique “La historia rural. Ayer y hoy”, *Studia Historica. Historia Moderna*, 29.

SOBRADO CORREA, H. (2015): “La historia rural en la España de la Edad Moderna. 1973-2013: retos actuales y perspectivas de futuro” *in* O. Rey Castelao et F. Suárez Golán (eds.), *Los vestidos de Clío. Métodos y tendencias recientes de la historiografía* *modernista española (1973-2013)*,Santiago de Compostela, Universidad de Santiago de Compostela, p. 487-504.

VIVIER, N. (ed.) (2005): *Ruralité française et britannique (XIIIe-XXe siècles). Approches comparées*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

1. Ce texte fait partie des projets de recherches HAR2010-21325-C05-03 et HAR2013-48901-C6-6-R financés par le Ministère des Finances du Gouvernement espagnol. Il est également inclus dans le contexte du réseau GDRI-CRICEC, International Scientific Coordination Network Crises and Changes in the European Countryside in the long run, dirigé par Gérard BÉAUR. Texte original en García González, F. – Béaur, G.- Boudjaaba, F. (Coords): *La historia rural en España y Francia (siglos XVI-XIX): contribuciones para una historia comparada y renovada*, Zaragoza, PUZ- Sociedad Española de Historia Agraria, 2016. ISBN 978-84-16515-58-5 [↑](#footnote-ref-1)
2. Peut-être le point culminant de cette collaboration eut lieu lors du *Congrès hispano-français d’Histoire rurale* célébré à Madrid, à Ségovie et à Tolède du 13 au 16 octobre 1981 sous le patronage de l’Université Complutense de Madrid et la Casa de Vélasquez. Ses actes furent publiés trois ans plus tard avec un prologue de Gonzalo ANES et Bernard VINCENT. Voir *Congreso de Historia rural (siglos XV al XIX)*, Madrid, Universidad Complutense, 1984). Il faut également souligner la présence continuelle de spécialistes français du monde rural dans les différents colloques organisés par EIRAS ROEL et son équipe de travail à Saint-Jacques-de-Compostelle depuis la seconde moitié des années 70 jusqu’au début des années 80. Pour en savoir plus sur ce sujet, voir, par exemple, GARCIA GONZALEZ (2009) ou REY CASTELAO (2013). [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour citer certaines de ces activités, voir le Colloque International *La desamortización de los bienes eclesiásticos. Una perspectiva comparada. Francia, Península ibérica, América latina* (2008) publié dans la même collection et maison d’édition que ce livre (BODINIER, CONGOST, LUNA, 2009). Voir également *Las prácticas enfitéuticas en la época moderna y contemporánea. Una perspectiva comparada* (2011), avec la participation de collègues non seulement espagnols et français sinon aussi d’autres pays de l’Europe méridionale comme l’Italie, le Portugal et la Grèce, en plus des collègues latino-américains. [↑](#footnote-ref-3)
4. Journées d’Étude *Travail, solidarités familiales et mobilité sociale en milieu rural* (Rennes, novembre 2009) et *Travail, famille et mobilité sociale en milieu rural* (Rennes, du 20 au 21 mai 2011), ces deux activités eurent lieu dans le cadre dudit Groupe de Recherches du CNRS *Sociétés Rurales Européennes*, où participèrent plusieurs historiens espagnols et italiens. Voir BOUDJAABA (2014). [↑](#footnote-ref-4)
5. “Los estudios campesinos en perspectiva comparada”, Séminaire d’Histoire Sociale de la Population (SEHISP), Faculté d’Humanités d’Albacète, novembre 2010. [↑](#footnote-ref-5)
6. Une difficulté qu’IRIARTE GOÑI (2013, p. 8) signale aussi dans les manuels récents d’autres disciplines comme l’histoire économique, où à peine on parle des visions renouvelées, présentées par l’histoire agraire lors des dernières décennies. [↑](#footnote-ref-6)
7. Pour la France et l’Angleterre, voir BÉAUR *et alii* (1998); POUSSOU (1999); MORICEAU (1999) ou VIVIER (2005). Pour la France et l’Allemagne, voir BÉAUR, DUHAMELLE, PRASS et SCHLUMBOHM (2004). Pour les avantages de l’internationalisation de la recherche à niveau européen pour des sujets concrets, voir par exemple CONGOST et LANA (2007) pour la propriété de la terre, les biens communaux et les enclos; BODINIER, CONGOST et LUNA (2009) pour le désamortissement ou BOUDJAABA (2014) pour le travail et la famille. Pour un témoignage extrême des contradictions que le nationalisme historiographique élabore dans un même territoire, voir le cas des Alpes (MATHIEU, 2003). [↑](#footnote-ref-7)
8. À l’occasion du XXe anniversaire de l’Association, le Congrès *Les petites gens de la terre: paysans, ouvriers et domestiques du Néolithique à 2014* eut lieu à Caen en octobre 2014. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le congrès eut lieu à Lisbonne du 28 au 30 janvier 2016 et fut organisé par la *Société Espagnole d’Histoire Agraire* (SEHA), la *Rede de História Rural em Português* (RuralRePort) et l’Institut Universitaire de Lisbonne (ISCTE-IUL). [↑](#footnote-ref-9)
10. Une mise en garde dans le sens contraire, supposent, par exemple, en Espagne, les efforts réalisés depuis la Fondation Espagnole d’Histoire Moderne (FEHM) à travers l’organisation de sections thématiques spécifiques dans certains de ses grands congrès comme ceux qui eurent lieu à Ciudad Real (2002) et à Léon (2012). Voir ARANDA PÉREZ (2004) et PÉREZ ALVAREZ et RUBIO PÉREZ (2012). Également, dans cette même direction, il faut signaler le *VIIe Colloque de Méthodologie Historique Appliquée* célébré dans l’Université de Saint-Jacques-de-Compostelle (novembre 2013), à l’occasion du 40e anniversaire des premières *Journées* célébrées en 1973 dans ladite université sous la direction du professeur Antonio EIRAS ROEL. Voir sa récente publication dans REY CASTELAO et SUAREZ GOLAN (2015) avec des travaux comme celui de SOBRADO CORREA (2015). [↑](#footnote-ref-10)
11. Pour approfondir ces aspects, voir GARCIA GONZALEZ (2015). [↑](#footnote-ref-11)